

Article 31 du Règlement

L'article met en relief leurs constants revirements.

J'invite tous ceux qui veulent vraiment en savoir plus long sur ces relations commerciales à lire cet article. En voici la conclusion:

Bref, la position néo-démocrate et syndicale sur le libre-échange est un ramassis de clichés usés qui présente les dehors de la solidarité, mais qui tente en fait de masquer l'hypocrisie politique et l'égoïsme des syndicats.

Monsieur le Président, il est temps que tous les partis reconnaissent que la croissance économique du Canada et la préservation de son niveau de vie sont indissociables. Dans un cas comme dans l'autre, l'esprit de parti n'a pas sa place.

* * *

[Français]

ERNST ZUNDEL

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, la décision de la police provinciale de l'Ontario de ne pas accuser Ernst Zundel pour sa promotion de haine et de fausseté sur l'holocauste est extrêmement décevante.

[Traduction]

Il appartient au procureur général néo-démocrate, Marian Boyd, de décider de porter des accusations au criminel en vertu des dispositions du Code criminel sur la propagande haineuse. Au lieu de reconnaître que la négation de l'holocauste est l'une des armes les plus puissantes du néo-nazisme, le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario fait l'autruche.

Le gouvernement allemand s'est plaint de ce que les écrits publiés par Zundel au Canada soient utilisés pour soutenir les organisations nazies et racistes d'extrême droite. Il est temps de mettre un terme à ce genre d'activité criminelle.

J'espère que le gouvernement néo-démocrate de la province va mettre fin à cette propagande haineuse.

* * *

LA NORMALISATION DES EXAMENS SCOLAIRES

M. Scott Thorkelson (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, les Canadiens ont beaucoup à apprendre. Il existe maintenant des examens internationaux en mathématiques et en sciences. Au niveau international, les élèves canadiens de 4^e année se classent dans la moyenne, mais ceux de 8^e année se font surclasser par les élèves de nombreux pays.

• (1415)

Les diplômés canadiens du secondaire obtiennent des résultats encore plus lamentables. Depuis 25 ans, l'évaluation confirme une baisse des connaissances de base des élèves. Il semble que nous laissons tomber nos élèves.

À la fin de 1991, les provinces ont reconnu qu'il fallait des examens nationaux uniformisés. Toutefois, le Programme d'indicateurs du rendement scolaire qu'elles proposaient a connu certains problèmes.

En tant que nation, nous voulons que nos diplômés puissent rivaliser sur le nouveau marché mondial. Nous voulons que nos jeunes poursuivent leurs études afin qu'ils puissent décrocher des emplois intéressants. J'espère que les Canadiens conjugueront leurs efforts pour atteindre cet objectif.

Ensemble, les divers niveaux de gouvernement peuvent élaborer un système d'examens uniformisés qui permettra aux parents et aux enseignants de cerner les besoins de nos élèves et d'y répondre pendant leurs années de formation.

* * *

**L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE
NORD-AMÉRICAIN**

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, le gouvernement nage dans la plus grande confusion relativement à sa position sur le projet de loi touchant l'ALENA et les accords parallèles proposés sur l'environnement et les normes de travail.

Le premier ministre affirme qu'on devrait peut-être retarder la présentation du projet de loi pertinent et, au sujet des accords, il dit qu'ils n'ont rien à voir ou presque avec le Canada.

D'un autre côté, le ministre du Commerce extérieur déclare que le gouvernement entend faire adopter le projet de loi sur l'ALENA avant le 1^{er} juillet et il contredit ensuite à nouveau le premier ministre en affirmant que ces accords sont importants pour le Canada et que nous devons être à la table des négociations.

Entre-temps, le ministre des Finances donne lui aussi des signes semblables de confusion sur la scène intérieure. Il promet de présenter sous peu un budget pour s'attaquer au déficit. Il ajoute que ce plan sera probablement basé sur le plan précédent qui n'a pas abouti.

Il s'agit donc d'un nouveau plan basé sur un ancien plan qui a échoué. Manifestement, le gouvernement nage dans la confusion la plus totale. Il n'a pas de chef ni d'orientation précise sur les plans national et international.